

La duperie  
a assez duré  
P. 2

Une attaque  
de plein fouet  
P. 3

Un mois d'avril sous  
le signe de la mobilisation  
P. 4



Vol 23 | No 5 | Avril 2010

Conseil fédéral extraordinaire  
des 8 et 9 avril 2010

# ENACTION

FÉDÉRATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC | [www.fiqsante.qc.ca](http://www.fiqsante.qc.ca)



## MANIFESTATION DEVANT LES BUREAUX DU MINISTÈRE

Le 8 avril, quelque 500 déléguées de la FIQ se sont rendues devant les bureaux du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), à Québec, pour faire savoir au ministre Bolduc qu'en plein *blitz* de négociation, le moment était très mal choisi pour partir en vacances.

### LE BUDGET BACHAND : EN FAIRE PLUS AVEC MOINS

Lors du dépôt du budget, le gouvernement a dévoilé son véritable visage et ses réelles intentions quant au système de santé. Après avoir détroussé la classe moyenne et les démunis au profit de l'élite du Québec Inc., il aura désormais bien du mal à charmer la population.

Bien plus qu'une réforme fiscale, le dernier budget Bachand n'est rien d'autre qu'une attaque en règle contre le modèle québécois, contre les services publics et contre les valeurs partagées par la majorité de la population. C'est vrai dans tous les secteurs et c'est particulièrement vrai en santé.

SUITE P. 2

Les infirmières, les infirmières auxiliaires, les inhalothérapeutes et les perfusionnistes sont plus que jamais déterminées à lutter pour la survie d'un réseau public de santé accessible, au sein duquel les conditions d'exercice seraient satisfaisantes et attrayantes. Les déléguées ont ainsi fait valoir qu'il est du devoir du ministre de trouver des solutions viables aux problèmes chroniques qui affectent actuellement le réseau, en mandatant adéquatement ses représentants à la table de négociation. Les manifestantes ont rappelé à M. Bolduc, qui brillait par son absence, qu'elles ne le laisseront pas se soustraire à ses obligations, car il en va de la survie des professionnelles en soins.

Elles ont également dénoncé le dérapage actuel qui vise à appliquer aveuglément au système de santé une méthode *Lean* déshumanisante, calquée sur les chaînes de montage automobile, modèle pourtant décrié pour son inefficacité. Régine Laurent, présidente de la FIQ, a rappelé que le MSSS était jadis le lieu où les solutions mises de l'avant par les travailleuses de la santé étaient discutées, prises en compte et appliquées, le lieu même où les bases d'un système de santé accessible et gratuit ont été jetées. ■



POSTE-PUBLICATION  
Convention 40007983

(adresse de retour)  
FIQ Québec | 1260, boul. Lebourgneuf,  
bur. 300, Québec (Québec) G2K 2G2

**MOT DE LA PRÉSIDENTE**

**FIQ en Action, vol. 23, n° 5, avril 2010** | Publié par le service Communication-Information après chaque instance de la FIQ |  
**Tirage** : 58 250 exemplaires | **Conception graphique** : Nolin | **Montage graphique** : Josée Roy | **Photographies** : Jacques Lessard |  
**Impression** : Solisco-Caractéra | Toute reproduction de textes ou d'extraits doit porter la mention « reproduit de la publication *FIQ en Action* »  
 ISSN : 1913-1739 (Imprimé)  
 ISSN : 1913-1747 (En ligne)  
[www.fiqsante.qc.ca](http://www.fiqsante.qc.ca) | [info@fiqsante.qc.ca](mailto:info@fiqsante.qc.ca)

**LE BUDGET BACHAND : EN FAIRE PLUS AVEC MOINS (SUITE DE LA PAGE 1)**

Les principes fondamentaux du système de santé du Québec, notamment l'universalité et la gratuité, sont directement menacés par les mesures régressives et injustes que sont l'impôt et la franchise santé. Ce budget demeure un plan d'affaires destiné à multiplier les possibilités d'enrichissement pour une minorité, au détriment de la majorité, et à assurer une véritable manne de profits pour les entreprises privées de placement en soins, dont la croissance dépend directement de la dégradation des conditions de travail des professionnelles en soins.

Par ailleurs, ce budget a une incidence directe sur la négociation que mène actuellement la Fédération. Soudainement, les demandes patronales prennent tout leur sens parce qu'elles sont inscrites, presque mot pour mot, dans le budget. Il faut comprendre que les professionnelles en soins n'ont pas affaire à une négociation classique, où les vis-à-vis patronaux font graduellement des compromis pour en arriver à une entente. Ce n'est définitivement pas ce qui se passe à la table de négociation.

Pour les libéraux en général et pour le ministre Bolduc en particulier, l'avenir des services publics de santé passe par le toyotisme : une déshumanisation des soins où l'avenir des patient-e-s réside sur une chaîne de production minutée à la seconde près. Pourtant, l'amélioration des conditions de travail des professionnelles en soins est garante de l'amélioration de la qualité des services et des soins à la population. Cette notion n'a visiblement pas été comprise par le ministre Bolduc. ■



**LA DUPERIE A ASSEZ DURÉ**

*Régine Daurant*

Ce qui a été discuté lors de ce conseil fédéral extraordinaire n'avait rien de réjouissant. En effet, le *blitz* de négociation annoncé n'a pas donné les résultats escomptés. Après tant d'heures, de jours et de nuits à tenter de faire comprendre aux vis-à-vis patronaux, en toute bonne foi, ce que l'ensemble du Québec semble déjà comprendre, un constat d'échec a malheureusement dû être fait.

La population comprend que le *statu quo* ne saurait être envisageable en regard des conditions de travail des professionnelles en soins et qu'il est plus qu'urgent de mettre de l'avant des stratégies de rétention et d'attraction avant la catastrophe annoncée des départs massifs à la retraite.

Comme organisation responsable, la FIQ propose des mesures structurantes afin de mettre fin, une fois pour toutes, à l'inacceptable. Elle suggère des solutions à la mesure des problèmes vécus, au quotidien, par les infirmières, les infirmières auxiliaires, les inhalothérapeutes et les perfusionnistes.

Il est devenu plus qu'évident que le principe de base du gouvernement libéral réside dans l'art de la duperie. Ainsi, le soir du 30 mars dernier, la veille du budget, alors que les ministres Bolduc, Courchesne et Gagnon-Tremblay laissaient entrevoir un peu de bonne volonté aux représentants du Front commun, ils appliquaient l'art de la duperie.

En santé, on peut affirmer sans se tromper que la FIQ et ses membres ont davantage de crédibilité que le ministre de la Santé et que les employeurs. Ainsi, il faut utiliser toutes les tribunes : il est impératif de maintenir la pression sur ce gouvernement qui a déjà perdu beaucoup de son capital de sympathie, qui a perdu la confiance de la population.

Toutes doivent employer leurs énergies à démontrer à la population que l'avenir du système public de santé est directement lié à l'aboutissement de la négociation des professionnelles en soins : une négociation qui leur accorderait enfin les conditions de travail qu'elles méritent.

Après des mois et des millions de dollars investis dans une campagne de propagande visant à vendre l'idée d'une crise des finances publiques, le gouvernement espérait sûrement rendre inacceptable, aux yeux de l'opinion publique, toute majoration des conditions de travail des professionnelles en soins. Toutefois, le gouvernement aurait avantage à réviser ses positions, car la duperie ne fonctionne plus. ■

**Ce que veut réellement le gouvernement Charest, c'est imposer son modèle de société dont les principales orientations sont contenues dans le budget.**

**Malgré ses prétentions, force est maintenant d'admettre que le gouvernement Charest n'a aucune intention de faire quoi que ce soit qui pourrait améliorer le sort des professionnelles en soins et celui du système public de santé.**



## NÉGOCIATION



# UNE ATTAQUE DE PLEIN FOUET



## 29 MARS

Lors de la rencontre demandée par les représentant-e-s du Front commun, les ministres Gagnon-Tremblay, Courchesne et Bolduc font preuve d'ouverture et s'engagent à retirer les récupérations des dépôts faits aux tables sectorielles de négociation. À la demande du Front commun, la poursuite des négociations devait donc se faire sans récupérations dans les conditions de travail actuelles.

## 30 MARS

La FIQ retourne à la table de négociation, tout en s'inscrivant dans une démarche exploratoire, avec l'objectif d'en arriver à un règlement. Or, lors de cette séance, la FIQ apprend que seulement 3 demandes de récupérations sont retirées et que près de 40 demandes patronales sont toujours présentes. La partie patronale exige, pour sa part, que la FIQ se limite à 9 demandes!

Il importe de rappeler que la démarche qualifiée d'exploratoire permet aux parties d'établir leurs priorités réciproques et d'évoluer vers une entente de principe satisfaisante. À défaut d'entente, les demandes initiales de chacune des parties demeurent sur la table.

## DU 1<sup>er</sup> AU 5 AVRIL

Après 4 séances de négociation, la partie patronale refusant toujours de retirer les récupérations, la Fédération décide de faire état des travaux à sa délégation lors du conseil fédéral extraordinaire des 8 et 9 avril.



Francine Savard, équipe de coordination de la négociation

À la suite de la présentation des dépôts patronaux des 26 mars et 5 avril, les déléguées ont manifesté une grande colère devant les demandes patronales. Ces dernières mettent dangereusement en péril les conditions de travail des professionnelles en soins, sans pour autant amener des solutions pour attirer et retenir la main-d'œuvre. Les militantes ont accusé le gouvernement d'attaquer de plein fouet les syndicats, de créer les conditions nécessaires à l'éclatement du système de santé et d'ouvrir la porte toute grande au secteur privé.

La FIQ demande que soient reconnus les inconvénients et les responsabilités liés au travail ainsi que la formation additionnelle, et elle propose la mise sur pied de mesures structurantes pour stabiliser les équipes de travail en octroyant des postes à temps complet et en réévaluant le temps de travail. De son côté, la partie patronale prône le maintien du statut à temps partiel, mais suggère certains bénéfices supplémentaires telle une augmentation de la prime de soir ou de nuit, à la condition que les salariées à temps partiel acceptent d'accroître leur disponibilité en fonction des besoins de l'employeur.

De plus, l'employeur exige de la souplesse et de la flexibilité, selon ses besoins, et demande la mise en place de postes atypiques avec des horaires variables. Les salariées qui obtiendraient ces postes seraient contraintes de travailler sur plus d'un quart, parfois plus de 40 heures par semaine, sans réclamer le paiement d'heures supplémentaires, ou sur des horaires de 12 heures. Pour la salariée à temps partiel, les heures supplémentaires ne seraient plus considérées après la journée, mais seulement après la semaine de travail, et seulement si celle-ci a effectué plus de 36,25 heures.

Concernant les soins critiques (urgence, soins intensifs, unités néonatales, grands brûlés et unités coronariennes), la partie patronale propose de rehausser exclusivement les primes des infirmières, toujours à la condition d'offrir une disponibilité supplémentaire.

Pour les déléguées, le dépôt patronal témoigne d'un mépris envers les professionnelles en soins. Certaines accusent même le gouvernement de vouloir pourrir le climat de travail et provoquer le désordre. Nombre d'entre elles dénoncent le discours incohérent du

gouvernement Charest qui exige le maintien de plusieurs salariées à un statut précaire, alors qu'il offre des avantages supérieurs uniquement à celles qui travailleront sur appel pratiquement à temps complet. Toutes saisissent bien que l'enjeu est majeur, puisque cette négociation s'inscrit dans un contexte néolibéral où la volonté du gouvernement est d'éliminer les contraintes provenant des conventions collectives, d'affaiblir les syndicats et de mettre en place tous les éléments susceptibles de permettre un glissement vers le privé.

La Fédération et les autres organisations syndicales présentes en santé ont demandé une rencontre avec le ministre Bolduc afin qu'il entame une véritable négociation et que les demandes patronales deviennent des offres à partir desquelles la négociation pourra enfin débiter. Par ailleurs, d'ici le 20 avril, si aucune avancée n'a été faite à la table de négociation, une demande de médiation sera effectuée auprès du ministre du Travail. ■

# UN MOIS D'AVRIL SOUS LE SIGNE DE LA MOBILISATION

Sylvie Savard, 4<sup>e</sup> vice-présidente, était aux côtés de Mélanie Parent, de Josée Renaud et de Michel Mailhot de l'équipe Info-appui pour présenter le plan de mobilisation adopté à l'unanimité par les déléguées.



Dans le contexte actuel de négociation, l'implication et la mobilisation des équipes locales prennent tout leur sens et sont au cœur de la stratégie de visibilité. Les membres sont aux premières loges pour témoigner des ratés du système de santé, car elles subissent quotidiennement les effets pervers des déficiences du réseau. C'est pour cette raison qu'elles doivent crier leur ras-le-bol sur toutes les tribunes.

Dès la semaine du 12 avril, lors des assemblées générales, l'adoption de la politique et la négociation des services essentiels seront au cœur des discussions. À cet égard, un Guide sur l'élaboration des services essentiels a été remis à la délégation. Au moment du dépôt de la liste syndicale des services essentiels auprès de l'employeur, un évènement de visibilité sera donc organisé.

Les employeurs rivalisent d'imagination pour acquérir la flexibilité et la mobilité qu'ils n'ont pu obtenir par la voie de la négociation locale. C'est notamment pour contrer ce recours à des mesures déloyales que les déléguées ont convenu de l'application de moyens de visibilité aux niveaux local, régional et fédéral durant tout le mois d'avril. La manifestation organisée devant le ministère de la Santé n'était qu'un avant-goût de ce que les membres de la FIQ réservent au ministre Bolduc tant et aussi longtemps que les négociations prendront la forme d'une mascarade. Ainsi, les activités suivantes sont prévues :

## AU NIVEAU LOCAL

- Refus de signer une entente locale relative à quelque forme d'aménagement du temps de travail que ce soit;
- Réclamation systématique du temps travaillé et refus de participer aux rencontres sollicitées par l'employeur, lorsque jugées non nécessaires, tant qu'il n'y aura aucune réelle négociation;
- Port constant du bracelet, du brassard et du décalque;
- Port d'un T-shirt noir les mercredis, de façon à symboliser le deuil d'une profession, d'une relève de professionnelles en soins engagées et passionnées, d'un réseau de la santé accessible et gratuit et d'une dispensation de soins de qualité à la population du Québec;
- Port de pantalons, de type jeans, de couleurs variées;
- Refus de porter la carte d'identité jusqu'à la signature de la convention collective;

- Diffusion d'une lettre à l'intention de la direction des établissements pour dénoncer les demandes patronales du 5 avril;
- Sensibilisation, auprès des associations étudiantes, aux conditions de travail des professionnelles en soins.

## AU NIVEAU RÉGIONAL

- Organisation de vigies dans la semaine du 26 avril.

## AU NIVEAU FÉDÉRAL

- Diffusion d'une campagne publicitaire télévisée au moment jugé opportun;
- Publication et distribution à la population d'un outil faisant état des conséquences des mesures appliquées par le gouvernement sur les services et les soins qui lui sont prodigués;
- Organisation d'une vigie au moment jugé opportun. ■

